

LE 17 SEPTEMBRE C'EST DANS LA RUE QUE ÇÀ SE PASSE !

Bas les masques ! La crise sanitaire qui trouve encore une prolongation cet automne a agi comme un révélateur d'une société où les plus précaires, ainsi que les territoires déshérités — les deux se cumulant — se sont révélés les plus exposés (dans les banlieues, dans les DOM...). Elle a de surcroît généré un creusement des inégalités et de la précarité. Dans ce contexte de crise, le gouvernement Macron multiplie les aides et soutiens aux entreprises (nouveau plan de relance début septembre), en laissant de côté les salarié-es, simples variables d'ajustement de la crise, confrontés à la rigueur des salaires bloqués, au chômage partiel, et au chômage tout court. Les agent-es publics n'échappent pas bien sûr à cette situation de rigueur imposée et les moyens manquent pour assurer les service public. Toutes les raisons sont donc réunies pour se mobiliser tous-tes ensemble !

POUR DES RÉMUNÉRATIONS À HAUTEUR DES QUALIFICATIONS DES AGENT-ES PUBLICS

Pour le gouvernement et la ministre de la Fonction et Transformation publiques, les agent-es publics n'ont qu'à se serrer la ceinture. Le point d'indice reste ainsi bloqué. Le pouvoir d'achat des agent-es publics lui continue de chuter. Par ailleurs le niveau de qualification des fonctionnaires n'est pas reconnu.

- Solidaires revendique des rémunérations indiciaires et carrières revalorisées sans barrage et la revalorisation du point d'indice.
- Pour Solidaires l'ensemble des filières féminisées de la fonction publique doivent être revalorisées.

À la santé, le Ségur n'a pas été à la hauteur de la reconnaissance des qualifications de métiers très féminisés et sous-rémunérés. Les premier-ères de corvée ont eu une grosse déception...

- Solidaires revendique aussi la suppression du jour de carence. Il occasionne une perte financière et amène ainsi des agent-es à rester sur leur lieu de travail en étant malades.



DU TRAVAIL POUR TOU-TES AVEC LES 32 H ET DE L'EMPLOI PUBLIC

Dans la fonction publique, il y a déjà 1 200 000 contractuel·les de droit public. Précarité et bas salaires sont leur lot quotidien. L'emploi de fonctionnaires titulaires régresse au profit d'une contractualisation galopante encouragée et organisée par la loi de transformation de la fonction publique (élargissement du recours au contrat, contrats de projets CDD sans avenir...).

- Solidaires exige la titularisation des contractuel·les.
- Solidaires revendique le partage du travail par la réduction du temps de travail à 32H sans perte de salaire ni flexibilité.
- Solidaires revendique l'embauche de fonctionnaires titulaires par voie de concours.

POUR UNE PROTECTION SOCIALE SOLIDAIRE

La protection sociale est également attaquée : retraites à points, nouvelle réforme de la perte d'autonomie annoncée en août (5^e branche et financement par une fraction de CSG), réforme de l'assurance chômage... Individualisation et privatisation rampante de la sécurité sociale en sont les conséquences. Chacun·e est renvoyé·e à une couverture

individuelle complémentaire qui prend une place croissante.

- Solidaires revendique une protection sociale financée par les employeurs et couvrant à 100 % tous les aléas de la vie (retraite, accidents du travail, santé, famille, perte d'autonomie...).

FACE À LA CRISE, DES MOYENS POUR LES SERVICES PUBLICS, POUR LA COHÉSION SOCIALE

La crise sanitaire a aussi fait ressortir l'impérieuse nécessité d'investir dans l'ensemble des services publics, en commençant par l'hôpital public, pilier de la résorption de la crise sanitaire.

Dans toute la fonction publique, les budgets, les emplois ne permettent plus d'assurer correctement le service public et génèrent une forte dégradation des conditions de travail. Ainsi les écoles sont aussi en grande souffrance de moyens dans ce contexte de pandémie.

Or, les services publics sont facteurs de redistribution des richesses entre tous·tes et entre territoires, en matière d'éducation, de santé, de culture, d'alimentation même (par exemple les cantines scolaires se révèlent essentielles dans les banlieues paupérisées), etc.

Solidaires revendique le renforcement et le développement des services publics : santé (réouverture de lits dans les hôpitaux), perte d'autonomie (EHPAD), petite enfance, transition écologique...

Pour une action publique au service de la transition écologique, économique et sociale

Le dogme libéral de la rigueur budgétaire a fait oublier que l'investissement public concourt directement à la relance économique. Les 100 Mds € du plan de relance du gouvernement occultent cette réalité. Il comprend 35 Mds € d'aides aux entreprises sans aucune contrepartie, et prévoit une nouvelle baisse de la fiscalité des entreprises au profit desquelles se multiplient cadeaux fiscaux et exonérations de charges sociales.

Pour Solidaires, l'action publique est essentielle pour engager la transition économique, écologique, et sociale pour un autre avenir que celle d'une croissance productiviste mortifère pour les populations et l'environnement.

Ce n'est pas aux salairé·es et agent·es publics de payer la crise !

DESCENDONS TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE 17 SEPTEMBRE POUR PORTER HAUT ET FORT NOS REVENDICATIONS ET STOPPER LES POLITIQUES ANTISOCIALES !



Solidaires fonction publique

31 rue de la grange aux belles — 75010 PARIS — Tél. 01 58 39 30 20
<http://www.Solidaires.org/> — contactfp@Solidaires.org